

L'UMIH s'associe au collectif 'Pour un littoral sans éoliennes'

Mardi, 10 Janvier 2012 23:36 - Mis à jour Mardi, 10 Janvier 2012 23:48

<http://www.lhotellerie-restauration.fr/journal/salon-concours-syndicat-association/2012-01/L-U>

Dieppe, la Baie de Somme, Etretat, Arromanches, les plages du débarquement, Saint-Brieuc ou encore les plages de la Baule sont aujourd'hui concernés.

« *Contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire, les éoliennes en mer n'ont rien d'écologique. Pour qu'elles fonctionnent, on est obligé d'amener de l'électricité, de tirer des câbles. Ce sont des centrales électriques que l'on met en place en créant ces champs. On va détruire la pêche côtière et on va défigurer le littoral* » constate **Thierry Grégoire** qui vient d'annoncer le soutien de l'Umih au combat mené par le collectif au sein de la Fédération Environnement Durable (Fed).

Jean-Louis Butré, président de la Fed confirme l'absurdité du projet. « *Ces pilonnes de 150 mètres de haut, qui seront installés à une dizaine de kilomètres des rivages, occuperont une surface maritime équivalente à 5 fois la surface de Paris. La capitale fait 105 m2... Nous allons bétonner le littoral au profit d'une production qui sera de toute façon très limitée et qui demande effectivement l'aménagement massif de lignes et de transformateurs à haute tension.* »

L'Umih estime qu'il est urgent que les professionnels s'emparent du dossier. « *Ce programme d'implantation est un pur lobby. C'est une arnaque. Nous ne devons pas nous laisser faire. De Dunkerque à Menton, nous devons appeler les restaurateurs et les hôteliers à s'élever contre cette monstruosité qui met en péril le tourisme et la pêche, qui sont, je vous le rappelle, deux activités non délocalisables* »

ajoute avec véhémence Thierry Grégoire.

Catherine Boutin, de Pulse, pointe aussi du doigt l'emploi. « *On nous dit que cela va en créer, c'est faux. Toutes les éoliennes qui ont été installées ont amenées quelques postes de maintenances. Rien de plus.* »

En

revanche, surenchérit Thierry Grégoire,

« *ce sont tous les emplois générés par le tourisme qui risquent d'en prendre un coup. Et ça n'a pas l'air de déranger pas nos politiques qui devraient d'abord faire preuve de bon sens et reprendre les rênes du pays plutôt que de se laisser charmer par des lobbys financiers.* »

Pulse a demandé officiellement au gouvernement et à la ministre de l'écologie,

Nathalie Kosiusco Morizet

, l'arrêt immédiat du programme.

Sylvie Soubes